

LE MOUVEMENT NATIONAL DE LA REVOLUTION GABONAISE (1964-1971)

METEGUE N'NAH NICOLAS

*Maître de conférences des Universités,
Département d'Histoire et Archéologie,
Faculté des Lettres et Sciences Humaines- Libreville*

Résumé

Au lendemain du coup d'Etat du 18 février 1964, fut créé à l'extérieur du Gabon, en réaction à l'intervention française : le Mouvement National de la Révolution Gabonaise que dirigeait Germain Mba. Avec l'aide des pays socialistes, il constitue, dans la deuxième moitié de la décennie 1960-1970, la principale force d'opposition au régime de Léon Mba. Mais, sans véritable assise populaire au Gabon même, il ne put survivre à la disparition suspecte en 1971, de son leader qui avait rallié les nouvelles les autorités de Libreville.

Abstract

In the aftermath of February 18th, 1964 coup, the Gabonese Revolutionary National Movement led by Germain Mba was created in reaction to french intervention. With the support of socialist countries, it constituted, during the second half of the 1960/1970 decade, the main political opposition force against Léon Mba's régime. But, it was not grounded on real popular basis within the frontiers of Gabon. In 1971, it could not survive the disappearance, suspicious as it were, of its leader who had joined in the new political authorities of Libreville.

Mots-clés

Gabon, politique, parti, opposition, histoire.

Key words

Gabon, politics, political party, opposition, history.

*A Pierre Amoughe MBA
qui, au cours d'une conversation,
m'a suggéré l'idée de cette recherche,
il y a dix ans,
Toute ma gratitude et mon affection.*

INTRODUCTION

Au lendemain du coup d'Etat qui, en février 1964, avait écarté le président Léon Mba du pouvoir pendant vingt-quatre heures¹ et alors qu'à l'intérieur du pays l'opposition était complètement

muselée, se forma, à l'extérieur du Gabon, une, organisation politique dénommée «Mouvement National de la Révolution Gabonaise» (M.N.P.G.) qui inquiéta sérieusement les autorités de Libreville sauvées par les troupes françaises - mais dont, en fait, l'action se fit très peu sentir parmi les populations. Celles-ci, ignorant tout de cette opposition extérieure, ne connaissaient, dans le meilleur des cas, que le nom de

l'un de ses principaux dirigeants, à savoir Germain Mba, qui donnait l'impression de s'agiter tout seul. Pourtant, il semble bien qu'autour de lui, de nombreux autres Gabonais se mobilisèrent et prirent beaucoup de risques en luttant contre un régime qu'ils jugeaient antinational. Mais leur action est restée jusqu'à présent méconnue, en partie à cause de la carence de documents et du climat de terreur intellectuelle

1. Sur le coup d'Etat de 1964, voir N'SOLE BITEGHE (M.): *Echec aux militaires au Gabon en 1964*, Editions Chaka, collection Afrique contemporaine, vol. 8, Dakar. 1990, 159 p.

instauré par le parti unique au Gabon après 1968.

Cependant, depuis quelques années, nous avons entrepris, en l'absence de toute documentation écrite, de rechercher ces opposants gabonais jadis en exil et de les interroger. Certes, beaucoup d'entre eux, ayant rejoint le régime qui a succédé à celui de Léon Mba et occupant de hauts postes dans l'administration du pays, nous ont laissé l'impression d'éviter de parler de leur passé ou de taire la vérité sur certains points, mais les témoignages que nous avons pu recueillir² sont suffisamment nombreux et variés pour nous permettre de faire déjà, par des recoupements, le point sur la naissance de leur mouvement, son organisation, son idéologie son action et sa disparition.

1. LA CREATION DU MOUVEMENT NATIONAL DE LA REVOLUTION GABONAISE

La naissance du Mouvement National de la Révolution Gabonaise (M.N.R.G.) intervient à un moment où le Gabon vit une période très particulière et très importante de son histoire post-coloniale. En effet, à la suite de plusieurs coup de force et d'habiles manœuvres, Léon Mba, qui dirige le pays depuis 1957, parvient, en 1964, à éliminer de fait l'opposition et à imposer son pouvoir personnel.

Déjà en 1957, bien que son parti, le Bloc Démocratique Gabonais (B.D.G.), n'ait pas obtenu la majorité absolue aux élections à l'assemblée territoriale³, Léon

Mba arriva au pouvoir en réussissant à retourner des élus indépendants avec l'aide des exploitants forestiers français, alors maîtres de l'économie gabonaise⁴. En 1960, après avoir été élevé au rang de chef de l'Etat par l'assemblée nationale au lendemain de l'accession du Gabon à l'indépendance, il refusa tout partage du pouvoir entre l'exécutif - qu'il représentait - et le législatif, en empêchant l'application de la nouvelle constitution votée le 4 novembre. Celle-ci instituait ou maintenait le régime parlementaire et avait été, adoptée contre l'avis de Léon Mba, artisan, lui, du régime présidentiel. Accusant le complot le président de l'assemblée nationale Paul-Marie Gondjout Ind. et un certain nombre de députés qui préparaient une motion de censure contre le gouvernement en réaction au remaniement ministériel du 9 novembre 1960⁵ jugé anticonstitutionnel, il les fit arrêter le 16 novembre 1960 et proclama l'état d'alerte sur le territoire de la commune de Libreville pour une durée de six mois⁶. Le 17 novembre, il mit fin prématurément à la seconde session annuelle de l'Assemblée.

Mais, cette crise politique, qui opposa principalement les deux leaders du Bloc Démocratique Gabonais au pouvoir, affaiblit considérablement la position de Léon Mba. L'emprisonnement du secrétaire général du parti et

président de l'assemblée nationale par son adjoint de premier ministre ne pouvait en effet que nuire à la popularité de ce dernier. Pour sortir de cette situation quelque peu délicate, Léon Mba, en bon manœuvrier, se rapprocha immédiatement de son adversaire politique de toujours, à savoir Jean-Hilaire Aubame, Secrétaire général de l'Union Démocratique et Sociale Gabonaise (U.D.S.G.), avec lequel il réussit conclure une entente verbale. Celle-ci se traduisit, par la constitution d'une liste commune et la collaboration des deux leaders lors des élections législatives et présidentielles du 12 février 1961 au lendemain desquelles fut formé un gouvernement d'union nationale⁷. La trêve politique que connut alors le pays augmenta la popularité de Léon Mba qui, bientôt, en profita pour réaliser son idée de parti unique. Devant la résistance des leaders de l'opposition, Jean-Hilaire Aubame de l'UDSG et René-Paul Sousatte du Parti de l'Unité Nationale Gabonaise (P.U.N.G.A.), il mit fin à l'Union nationale par le remaniement ministériel du 19 février 1963. Puis, continuant son œuvre de bâillonnement de l'opposition, il dissout l'assemblée nationale le 21 janvier 1964 et modifia profondément les conditions d'élection des députés. L'ordonnance N° 4, en date du 24 janvier 1964 outre qu'elle ramenait le nombre de députés de soixante-sept à quarante-sept, imposa le mode de scrutin de liste majoritaire sur le plan national et fixa la caution à cinquante mille francs par candidat, soit au total, deux millions

coloniale (1839-1960), Thèse de doctorat d'Etat es Lettres et Sciences Humaines, Université de Paris I - Sorbonne, 1994, pp. 568-569.

4 Voir : METEGUE N'NAH (N.) : *Histoire de la formation...*, pp. 569-583.

5 Agence France Presse. Bulletin quotidien d'Information du Gabon, N° 1084 du jeudi 10 novembre 1960.

6 Agence France Presse. Bulletin quotidien d'Information du Gabon, N° 1091 du vendredi 18 novembre 1960.

7 Formé le 21 février 1961, ce gouvernement comprenait quinze membres dont quatre militants de l'U.D.S.G.. L'autre parti de l'opposition, le Parti de l'Unité Nationale Gabonaise (P.U.N.G.A.), y entra à la faveur du remaniement ministériel du 10 mai 1962. Il reçut un portefeuille.

2. Voir liste des informateurs à la fin de cette étude.

3. Le B.D.G. n'avait eu que huit sièges, contre dix-huit à l'Union Démocratique et Sociale Gabonaise et quatorze indépendants. Voir, METEGUE N'NAH (N.) : *Histoire de la formation du peuple gabonais et de sa lutte contre la domination*

trois cent cinquante mille francs - pour l'ensemble de la liste de quarante-sept noms- à verser au trésor public, au plus tard, vingt-quatre heures avant le dépôt de la liste⁸. Le début de la campagne électorale étant fixé au 9 février 1964, les différents partis politiques ne disposaient donc que de dix jours environ pour s'exécuter, ce que seul, le B.D.G. pouvait faire aussi rapidement. En outre, la même ordonnance déclarait inéligibles les présidents et directeurs d'établissements publics nationaux, les directeurs d'offices, de services ou d'organismes publics autonomes ainsi que tous ceux qui avaient cessé d'exercer ces fonctions depuis moins de six mois⁹. Cette dernière restriction mettait hors course toutes les principales personnalités de l'opposition. Pris de court, les deux partis de l'opposition, le P.U.N.G.A. et l'U.D.S.G. ne purent présenter de liste. Le B.D.G. se retrouva donc seul en lice et Léon Mba fut sur le point d'imposer au pays, pour la première fois depuis 1947, une assemblée monopartite. Il s'ensuivit une dégradation immédiate du climat politique sur l'ensemble du pays qui, ajoutée au malaise qui se développait depuis plusieurs mois déjà dans l'armée, parmi les soldats et les officiers subalternes mécontents leur situation, aboutit au coup d'Etat du 18 février 1964.

Les conséquences de ce putsch furent dramatiques pour l'opposition. Léon Mba, réinstallé au pouvoir par l'armée française, en profita en effet pour anéantir ses adversaires politiques : les dirigeants de l'U.D.S.G.¹⁰ furent em-

prisonnés, ses militants et sympathisants traqués. Dans ce climat de terreur répressive, toute réorganisation de l'opposition sur le territoire national était impossible.

Ce fut alors qu'à l'extérieur du Gabon, s'affirma un homme, Germain Mba, à l'époque Secrétaire général adjoint de l'Union Africaine et Malgache (U.A.M.). Il démissionna bruyamment de ses fonctions en signe de protestation contre l'intervention française et entreprit de réorganiser l'opposition. Circulant sous le pseudonyme d'Omar Ben Ali¹¹, il fonda à Alger, le 11 mai 1964¹², avec d'autres Gabonais, le Mouvement National de la Révolution Gabonaise (M.N.R.G.).

2. L'ORGANISATION ET L'IDEOLOGIE DU MOUVEMENT NATIONAL DE LA REVOLUTION GABONAISE

Il n'est pas très aisé de reconstituer la façon dont était organisé le Mouvement National de la Révolution Gabonaise. Les déclarations de certains de ses responsables n'en donnent qu'une idée assez sommaire.

Ainsi, en ce qui concerne la direction de cette organisation, trois noms reviennent le plus souvent : ceux de Germain Mba président du Mouvement, de Marc Mba Ndong, délégué à l'organisation, et de Marc Saturnin Nan Nguema délégué aux finances¹³. En 1964, le premier, nous

l'avons déjà dit, était secrétaire général adjoint de l'U.A.M., le second, lui, était étudiant en France et le troisième conseiller à l'ambassade du Gabon à Washington. En dehors de cette équipe dirigeante basée à l'extérieur du pays, le M.N.R.G. ne disposait pas au Gabon même de véritables structures organisationnelles. Seuls, quelques individus, notamment à Libreville, lui servaient de relais dans la clandestinité. Enfin, à côté de son aile politique, le M.N.R.G. avait mis en place une aile militaire sous forme d'une petite armée dirigée par deux Gabonais, à savoir Pierre François Obiang Bilie et Gaubert Obiang Ndong¹⁴. Le premier, ancien instituteur de la mission catholique, s'était converti au marxisme et avait ensuite suivi sa formation idéologique et militaire dans les maquis de l'Union des Populations du Cameroun (U.P.C.) et dans les pays de l'Europe de l'Est avant de se retrouver en Guinée-Conakry puis à Brazzaville¹⁵. Le second, lui, ancien militant du Groupe d'Etudes Communistes G.E.C.) de l'Afrique Equatoriale Française avait comme Léon Mba, servi dans l'armée française pendant la Seconde Guerre mondiale¹⁶. Devenu ensuite exploitant forestier, il occupa, en 1960, le poste de président des Anciens Combattants. Très remuant, il se brouilla avec Léon Mba et son régime en 1963¹⁷. Il fut alors

taut sabordé en 1963 et le Mouvement Gabonais d'Action Populaire, formé par des étudiants en 1958, vivait à l'extérieur du pays.

8. *Journal Officiel de la République Gabonaise*, n° 4, numéro spécial du 24 janvier 1964.

9. *Idem*.

10. C'était alors le seul parti de l'opposition à l'intérieur du Gabon. Le P.U.N.G.A. s'é-

11. On l'appelait aussi Biyô. Témoignage de Marc Mba Ndong, Libreville, le 3 avril 1993.

12. Témoignage de Marc Mba Ndong, Libreville, le 3 avril 1993.

13. *Idem*.

14. Témoignages concordants de Marc Mba Ndong, Libreville, le 3 avril 1993, Marc Saturnin Nan Nguema, Libreville, le 30 juillet 1993 et Jérôme Meyoghe, Avéa, (Libreville), le 21 février 2000.

15. Témoignage de P.F. Obiang Bilie, Adouma (Lambaréné), le 29 août 1993.

16. Témoignage de G. Obiang Ndong, Nkumbo (Libreville), le 10 juillet 1993.

17. *Bulletin Quotidien de l'Agence Gabonaise d'information*, n° 297 du 21 décembre 1963.

assigné à résidence surveillée dans une localité de l'intérieur du Gabon d'où il put s'échapper au début du mois d'avril 1965 et rejoindre Brazzaville¹⁸. En fait, ces deux hommes, arrivés à Brazzaville en 1965, avaient déjà formé, avec les autres Gabonais qui s'y trouvaient, une organisation dénommée, selon P.F. Obiang Bilie «Front National de la Révolution»¹⁹. Cette organisation avait commencé à recruter des maquisards qui étaient intégrés à la Jeunesse du Mouvement National de la Révolution (J.M.N.R.) du Congo au sein duquel le Corps National de la Défense Civile assurait la formation militaire des jeunes recrues²⁰. Au début de l'année 1966, soit quelques mois après l'installation du M.N.R.G. à Brazzaville²¹, les autorités congolaises demandèrent aux Gabonais de constituer un front unique²². De fait, cela se concrétisa par l'intégration des éléments du Front National de la Révolution au Mouvement National de la Révolution Gabonaise qui disposa ainsi d'une petite force armée. Sur les actifs de celle-ci, les chiffres donnés par nos différents informateurs divergent très sensiblement. Pour Gaubert Obiang Ndong, le M.N.R.G. aurait constitué une force militaire de 240 hommes, tous Gabonais²³. Pour Pierre François Obiang Bilie, il n'y en aurait eu

que cinquante-deux²⁴. Jérôme Meyoghe, commissaire politique chargé de mission, lui a affirmé qu'il y aurait eu un peu plus de cent hommes mais que, pour des raisons d'intendance, les autorités congolaises en auraient limité le nombre à cent²⁵. On peut considérer qu'il y eut entre cinquante et cent hommes en tout. Mais, en cas de nécessité, ces quelques dizaines de combattants gabonais pouvaient recevoir l'appui de leurs frères d'armes des autres pays d'Afrique centrale. Brazzaville, la capitale congolaise, était en effet, à l'époque²⁶, un grand foyer révolutionnaire et l'ensemble du Congo un vaste terrain d'entraînement militaire. Là, se retrouvaient et vivaient, dans une ambiance de grande ferveur internationaliste prolétarienne, les révolutionnaires et guérilleros des territoires de l'ex-A.E.F., du Cameroun, de Guinée espagnole et des colonies portugaises voisines qui n'hésitaient pas à se prêter main-forte dans leurs actions de lutte contre les régimes en place dans leurs pays respectifs²⁷. Enfin, le M.N.R.G. avait aussi noué des contacts avec des jeunes Gabonais en formation ou en service à l'École militaire préparatoire Général Leclerc de Brazzaville dont l'aide pouvait éventuellement être obtenue²⁸.

Quant aux idées politiques pour lesquelles se mobilisait tout ce monde, elles sont aussi assez difficiles à cerner dans le détail. Selon Marc Mba Ndong, qui représentait le M.N.R.G. à Brazzaville sous le pseudonyme de Marc Ndongou²⁹ «le M.N.R.G. préconisait le socialisme démocratique et populaire, un peu teinté christianisme, le socialisme à partir des villages³⁰». Pour lui, ce mouvement adhérait pour l'essentiel, aux idées de Jean-Hilaire Aubame³¹. Ce dernier, on le sait, fut au Gabon, le principal théoricien du socialisme africain. Il exposa notamment ses idées dans un opuscule intitulé : *Renaissance gabonais Programme de regroupement des villages*³². Son parti, l'Union Démocratique Sociale Gabonaise (U.D.S.G.) les développa au fil des congrès³³. Le fait que le M.N.R.G. se réclamât de la même idéologie que l'U.D.S.G. prouve qu'il fut en fait une création des militants et/ou des sympathisants de ce parti politique qui, au moment du coup d'Etat, se trouvaient à l'extérieur du Gabon. Un autre fait tend d'ailleurs à le confirmer, à savoir la présence de Germain Mba comme ministre de l'intérieur dans le gouvernement provisoire formé par le premier ministre Jean-Hilaire Aubame le 18 février 1964. Mais alors, se pose la question du changement de dénomination. Les fondateurs du

18. Témoignage de G. Obiang Ndong, Nkembo (Libreville), le 10 juillet 1993.

19. Témoignage de P.F. Obiang Bilie, Adouma (Lambaréné), le 29 août 1993.

20. Témoignages de P.F. Obiang Bilie, Adouma (Lambaréné), le 29 août 1993 et de Jérôme Meyoghe, Avéa, (Libreville), le 21 février 2000.

21. Voir *infra*.

22. Témoignage de Jérôme Meyoghe, Avéa, (Libreville), le 21 février 2000.

23. Entretien du 10 juillet 1993 à Nkembo (Libreville)

24. Entretien du 29 août 1993 à Adouma (Lambaréné)

25. Entretien du 21 février 2000 à Avéa, (Libreville).

26. Le Congo évoluait alors sous la présidence de Massembat-Débat

27. Témoignages concordants de Marc Mba Ndong, Libreville, le 3 avril 1993, de G. Obiang Ndong, Nkembo (Libreville), le 10 juillet 1993 et de P. F. Obiang Bilie, Adouma (Lambaréné), le 29 août 1993.

28. Témoignages de H. Engohang Angoue, Libreville, le 29 septembre 1993 et de P.F. Obiang Bilie, Adouma (Lambaréné), le 29 août 1993.

29. Auparavant il avait porté les pseudonymes de Louis Delord et d'O. Assume

30. Entretien du 3 avril 1993 à Libreville

31. *Idem*.

32. AUBANE (J.H.) : *Renaissance gabonaise. Programme de regroupement des villages*. Imprimerie officielle, Brazzaville, 1947.

33. Voir par exemple : *Agence France Presse*, Bulletin Quotidien d'Information du Gabon, n° 1753 du 12 septembre 1960 : *Au congrès de l'U.D. S.G.*

M.N.R.G. auraient bien pu en effet placer leur lutte sous la bannière de l'U.D.S.G. mais ils ne le firent pas. Cela peut s'expliquer par deux raisons essentielles. Tout d'abord, parmi les fondateurs de la nouvelle organisation, personne ne pouvait revendiquer une certaine légitimité à la tête de l'U.D.S.G. En outre, contrairement à ce dernier parti qui a toujours clamé son attachement à la France, le M.N.R.G., par la voix de ses leaders, entendait avant tout lutter contre l'impérialisme français qui venait d'imposer brutalement un dirigeant déchu au peuple gabonais. Ce fut ce côté anti-impérialiste qui valut cette organisation le soutien du camp socialiste dont les représentants en Afrique lui offrirent l'hospitalité.

Ainsi, d'abord fixé à Alger, le siège du M.N.R.G., fut momentanément transféré à Accra après la chute de Ben Bella en juin 1965 puis définitivement à Brazzaville, en décembre de la même année³⁴. Cette installation dans la capitale congolaise permettait au Mouvement de se rapprocher de son terrain d'action.

3. L'ACTION ET LA FIN DU MOUVEMENT NATIONAL DE LA REVOLUTION GABONAISE.

A peine créé, le Mouvement National de la Révolution gabonaise initia des actions de lutte armée. La première, conçue dès le mois de mai 1964, fut une tentative de libération du leader de l'U.D.S.G., Jean-Hilaire Aubame, qui était interné avec les putschistes à Dom-les-Bam, dans l'actuelle province de l'Estuaire³⁵.

34. Témoignage de Marc Mba Ndong. Entretien du 3 avril 1993 à Libreville

35. Témoignages concordants de Marc Mba Ndong, Libreville, le 3 avril 1993 et de

Un bateau et un hélicoptère furent apprêtés pour cette opération. Mais, quelques jours avant son déclenchement, la personne envoyée éclairer sur les lieux, se fit arrêter³⁶. Tout fut alors annulé. Une autre opération - un plasticage - prévue pour le jour de la fête de l'indépendance, échoua aussi³⁷. Il eut encore plusieurs arrestations³⁸.

Il est aisé de comprendre que ces actions, trop hâtives, ne pouvaient réussir. Le Mouvement avait besoin de se structurer et de s'implanter d'abord solidement au Gabon. L'installation à Brazzaville, en décembre 1965, lui en donna l'occasion. Mais, en dehors de quelques petits réseaux montés çà et là, aucune structure organisationnelle vraiment solide ne fut mise en place dans le pays. Par ses agents de liaison, le Mouvement faisait parvenir à ses militants en liberté ou assignés résidence surveillée dans les localités de l'intérieur du Gabon des documents divers, notamment de la littérature marxiste, des messages et des tracts³⁹ dont le dernier, diffusé à la fin de l'année 1967 et portant sur la mort de Léon Mba s'intitulait «Les tyrans ne meurent pas dans leurs lits.⁴⁰» En outre, le M.N.R. faisait de temps en temps, sur les antennes de radio-Brazzaville, de violentes déclara-

tions contre les autorités de Libreville qui s'y montrèrent toujours très sensibles. Mais le Mouvement comptait surtout sur l'action militaire, en vue de laquelle il entreprit de monter une petite armée⁴¹. Celle-ci, conformément à l'esprit internationaliste qui animait le camp socialiste, apporta souvent son soutien actif aux maquisards des pays voisins basés au Congo. L'une des opérations militaires les plus importantes à laquelle participèrent ses éléments fut celle qu'entre l'Union des Populations du Cameroun (U.P.C.) dans le sud-est du Cameroun en mars 1966 et au cours de laquelle Osendé Afana trouva la mort⁴². Sur le nombre maquisards gabonais ayant pris part à cette opération, Marc Mba Ndong a parlé dix-huit hommes⁴³, mais n'étant pas très sûr de ce chiffre, il nous a demandé de nous rapprocher plutôt de Pierre François Obiang Elie. Ce dernier, lui, a donné le nombre de trente hommes environ parmi lesquels il y eut un blessé⁴⁴. En ce qui concerne les opérations militaires à l'intérieur du Gabon, des divergences d'ordre stratégique paralysèrent l'action du Mouvement. Deux points de vue étaient en présence. Certains comme Gaubert Obiang Ndong, voulaient une intervention militaire massive à partir de la frontière orientale, avec l'appui d'amis extérieurs. D'autres, comme Pierre François Obiang Bilie et Marc Mba Ndong, préconisaient la création de maquis à

Marc Saturnin Nan Nguema, Libreville, le 30 juillet 1993.

36. Témoignages de Marc Saturnin Nan Nguema, Libreville, le 30 juillet 1993

37. *Idem*.

38. Témoignages concordants de Marc Saturnin Nan Nguema, Libreville, le 30 juillet 1993 et de Roger Layaud (deuxième entretien, Libreville, le 04 janvier 2000.)

39. Témoignages concordants de Marc Mba Ndong, Libreville, le 3 avril 1993 et de Roger Layaud, Libreville, le 04 janvier 2000.)

40. Témoignage de Marc Mba Ndong, Libreville, le 3 avril 1993

41. Voir *supra*.

42. Témoignages concordants de Marc Mba Ndong, Libreville, le 3 avril 1993 et de P.F. Obiang Bilie, Adouma (Lambaréné), le 29 août 1993.

43. Entretien du 3 avril 1993 à Libreville

44. Entretien du 29 août 1993 à Adouma (Lambaréné)

l'intérieur du Gabon⁴⁵ Cette dernière position prévalut finalement mais Pierre François Obiang Bilie, chargé de la traduire dans les faits, se fit arrêter à Moanda alors qu'il tentait de prendre les premiers contacts sur place, en novembre 1967⁴⁶.

A ce moment-là, la situation évoluait rapidement au Gabon. Une nouvelle personnalité politique émergeait et le régime de Léon Mba en était pratiquement à sa fin. En effet, élu vice-président de la République le 19 mars 1967, le jeune Albert-Bernard Bongo, qui assurait l'intérim du chef de l'Etat malade en France, apparaissait de plus en plus comme le nouveau maître du pays⁴⁷. Et de fait, lorsque Léon Mba mourut à Paris le 28 novembre 1967, il devint chef de l'Etat, conformément à l'article six de la constitution qui avait été révisée à dessein le 17 février précédent⁴⁸. Le nouveau président de la République se posa immédiatement en rassembleur du peuple gabonais. A cet effet, il annonça, dès le 15 décembre 1967, des mesures de grâce pour tous ceux qui avaient été assignés à résidence et frappés d'indignité nationale sous le précédent régime⁴⁹. Puis, le 13 mars 1968⁵⁰, il créa un parti

politique unique dénommé «Parti Démocratique Gabonais» et présenté comme «le garant de l'unité nationale et de l'abolition de la discrimination ethnique⁵¹». La trilogie «Dialogue-Tolérance-Paix» donnée comme devise à ce nouveau parti, était un programme qui séduisit tous ceux qui s'opposaient au régime de Léon Mba. Les populations convaincues d'un véritable changement de cap, adhérèrent en masse au Parti Démocratique Gabonais (P.D.G.). Parmi ceux envoyèrent des messages au nouveau président de la République figurait Jean-Hilaire Aubame qui, du fond de sa cellule de prison, approuva l'initiative du chef de l'Etat ainsi que «la politique d'union nationale mise en œuvre par le gouvernement.»⁵² Les dirigeants du Mouvement National de la Révolution Gabonaise ne furent pas en reste. Ils prirent immédiatement contact avec les nouvelles autorités de Libreville pour solliciter leur retour au Gabon. Dès septembre 1968, Marc Saturnin Nan Nguema réintégra la diplomatie gabonaise comme conseiller économique et commercial à l'ambassade du Gabon à Bruxelles⁵³ avant d'occuper d'autres postes diplomatiques et de faire un brillante carrière dans le secteur pétrolier qui l'amena des fonctions de secrétaire général d'Elf-Gabon à

celles de secrétaire général de l'Organisation des pays Exportateurs de Pétrole (O.P.E.P.). Marc Mba Ndong rejoignit la haute administration gabonaise comme secrétaire général du ministère des Finances. Devenu militant du P.D.G. et membre du comité central de ce parti, il fut par la suite nommé ministre de la Culture. Gernain Mba, lui, eut beaucoup plus de mal bénéficier des bonnes grâces du chef de l'Etat, que sa stature internationale inquiétait sans doute. Il fallut l'intervention et l'insistance du président ivoirien Félix Houphouët-Boigny pour que l'ancien secrétaire général adjoint de l'Union Africaine et Malgache fût autorisé à regagner son pays⁵⁴. Mais ce retour au Gabon de très courte durée, lui fut fatal. En effet, nommé d'abord conseiller économique commercial à l'ambassade du Gabon à Bonn en septembre 1968⁵⁵ puis ambassadeur à Tokyo trois ans plus tard, il fut abattu devant son domicile à Libreville, dans la nuit du 16 au 17 septembre 1971, par deux individus de race blanche qui emportèrent son corps, jamais retrouvé jusqu'à ce jour. Officiellement, trois explications furent avancées : règlement de comptes dans une affaire de dilapidation d'importants fonds étrangers à placer au Gabon, crime passionnel ou mise en scène pour susciter une vive réaction des membres de l'ethnie du disparu⁵⁶.

45. Témoignages concordants de Marc Mba Ndong, Libreville, le 3 avril 1993 et de P.F. Obiang Bilie, Adouma (Lambaréné), le 29 août 1993.

46. Témoignages de P.F. Obiang Bilie, Adouma (Lambaréné), le 29 août 1993 confirmé par celui de Martin Nzoghe, Nkembo (Libreville), le 16 janvier 1994.

47. BALLANS (J. L.) : *Année Africaine 1966*. Editions A. Pedone, Librairie de la cour d'appel et de l'ordre des avocats, Paris, 1968, p. 280.

48. Recueil des constitutions de la République Gabonaise. Multipress Gabon, Libreville. p. 33

49. POUNAH (P. V.) : Jalons pour une histoire. Texte dactylographié, 1993, inédit.

50. Ordonnance n° 13/ 68 portant institution d'un parti unique. Libreville, le 13 mars

1968. Dans : *Journal Officiel de la République Gabonaise*, n° 13 du 15 juin 1968, p. 379. N.B. : L'annonce de la création du parti avait été faite le 12 mars, date retenue ensuite pour fêter ses anniversaires.

51. *Ibid.*

52. Cité par MENGUE MOTO (M. Fl.) : *Le régime «présidentiel» gabonais de 1961 à 1968*, Mémoire de maîtrise d'histoire, Faculté des Lettres et Sciences Humaines. U.O.B., Libreville, 1999, p. 107.

53. *Gabon Matin*, n° 399, du samedi 21 septembre 1968, non paginé.

54. Témoignages concordants de Marc Mba Ndong, Libreville, le 3 avril 1993, de Marc Saturnin Nan Nguema, Libreville, le 30 juillet 1993 et de PEAN (P.), *Affaires africaines*, Fayard, Paris, 1993, pp. 7-8.

55. *Gabon Matin*, n° 399, du samedi 21 septembre 1968, non paginé.

56. *Gabon Matin*, n° 399, du samedi 21 septembre 1968, non paginé.

Certains témoignages affirment cependant que Germain Mba, très loquace et tantinet exhibitionniste, ne faisait aucun mystère de son intention de présenter à la prochaine élection présidentielle, ce qui tend à prouver que, bien qu'ayant rallié le nouveau régime, il n'avait pas complètement abandonné ses convictions et ambitions politiques. Quoi qu'il en soit, avec sa disparition, cessa d'exister le Mouvement National de la Révolution Gabonaise dont on n'entendit plus jamais parler.

CONCLUSION

En résumé, le Mouvement National de la Révolution Gabonaise, créé en réaction à l'intervention française de février 1964 au Gabon, fut une organisation nationaliste qui eu le mérite de prouver à la face du monde que le peuple gabonais ne s'était pas complètement aplati devant l'agression caractérisée de l'impérialisme français.

Sans véritable assise populaire, il inquiéta sur-tout l'autorités de Libreville par la stature internationale de son leader qui, dans le contexte du monde bipolaire d'avant 1989⁵⁷, bénéficia du soutien du camp socialiste.

Son échec fut finalement celui d'une opposition de clocher confinant au vedettariat et, en tout cas, peu soucieuse de la mobilisation du principal moteur du changement politique qu'est le peuple.

57. On peut considérer qu'avec la chute du mur de Berlin en mai 1989, prit fin la division du monde en deux blocs antagonistes.

SOURCES ET BIBLIOGRAPHIE

1. Sources

1.1. Sources orales

Informateurs

ABOUGHE Grégoire :

Environ 53 ans ; bibliothécaire ; exilé politique intérieur en 1965 près de Makokou ; s'échappe et rejoint Brazzaville où réside de 1966 à 1967, Entretien à Libreville le 10 janvier 1994.

ENGOHANG ANGOUE Hyacinthe Désiré :

46 ans ; enseignant du secondaire ancien élève de l'Ecole militaire préparatoire général Leclerc de Brazzaville ; approché, à ce titre, avec les autres jeune Gabonais de la même école par des responsables du M.N.R.G. Entretien à Libreville le 29 septembre 1993.

LAYAUD Roger :

52 ans, chercheur ; ancien commis de bord à la compagnie aérienne Transgabon de 1961 à 1967 ; agent de liaison d M.N.R.G. Entretiens les 25 juin 1994 et 4 janvier 2000 Libreville.

MSA NDONG Marc :

55 ans ; administrateur civil ; délégué à l'organisation du M.N.R.G. ; représentant cette organisation à Brazzaville. Entretien le 3 avril 1993 à Libreville.

MEYOGHE Jérôme :

59 ans ; comptable retraité ; ancien étudiant réfugié politique en Algérie de 1964 à 1966 ; commissaire politique chargé mission du M.N.R.G. à Brazzaville de 1966 à 1968. Entretien le 21 février 2000 à Avéa (Libreville).

NAN NGUEMA Marc :

57 ans ; administrateur civil ; ancien diplomate, délégué aux finances du M.N.R.G. Entretien le 30 juillet 1993 à Libreville.

NENET Roger :

69 ans ; fonctionnaire retraité impliqué dans le coup d'Etat de 1964 et emprisonné ; a été en contact avec des responsables du M.N.R.G. Entretien le 12 décembre 1999 à Libreville.

NGUEMA MVIE César :

Plus de 60 ans, fonctionnaire retraité ; a été en contact avec le M.N.R.G. et emprisonné de 1964 à 1968. Entretien le 16 juin 1993 à Libreville.

NZOGHE NKOGHE Martin :

Environ 58 ans ; ancien employé de la C.O.M.I.L.O.G. à Moanda, où il hébergea le maquisard P.F. Oblang Bilie qui venait de s'infiltrer au Gabon ; il fut, pour cela, victime de tracasseries policières. Entretien le 16 janvier 1994 Libreville.

OBIANG BILIE Pierre François :

58 ans ; ancien responsable militaire du M.N.R. Plusieurs entretiens entre 1993 et 1998. Entretien principal le 29 août 1993 à Adouma (Lambaréné).

OBIANG NDONG Gaubert :

Environ 71 ans ; ancien combattant de la Seconde Guerre mondiale ; ancien responsable militaire du M.N.R.G. Entretien le 10 juillet 1993 à Libreville.

1.2. Sources écrites

Agence France Presse, Bulletin Quotidien d'Information du Gabon, n° 1084, 1091, 1753.

Bulletin Quotidien de l'Agence Gabonaise d'information, n° 297.

Gabon Matin, n° 399, 1305.

Journal Officiel de la République Gabonaise, n° 4, numéro spécial du 24 janvier 1964 et n° 13 du 15 juin 1964.

2. Bibliographie

- BALLANS (J.L.)
Année africaine 1966. A. Pedone, Librairie de la cour d'appel de l'ordre des avocats, Paris, 1968, 659 p.
- BERNAULT (F.I.)
 «Le rôle des milieux coloniaux dans la décolonisation du Gabon du Congo-Brazzaville (1945-1964)» in *L'Afrique noire française : l'heure des indépendances*. Editions du CNRS, Paris, 1992, p 285-295.
Id. : *Démocraties ambiguës en Afrique centrale. Congo-Braz-*
- COULON (C.) et RAVELLE (A.) :
Année africaine, 1965, A. Pedone, Paris, 1967, 522 p.
- DARLINGTON(ch.etA.B.),
African betrayal. Van Fees Press, NewYork, 1968, 359 P.
- MENGUE MOTO (M. FI.) :
 Le régime «présidentiel» gabonais de 1961 à 1968, Mémoire de maîtrise d'histoire, Faculté des Lettres et Sciences Humaines. U.O.B., Libreville, 1999. 169 p.
- N'SOLE BITEGHE (M.) :
Echec aux militaires au Gabon en 1964. Editions Chaka, Coll. Afrique contemporaine, vol. E Dakar, 1990, 159 p.
- PION (H.)
 L'évolution politique du Gabon depuis le milieu du XX^e siècle jusqu'à mort du président Léon Mba (1967). Thèse de doctorat de cycle, Université de Bordeaux III. Bordeaux, 1976, 297 p.
- POURTIER (R.)
Le Gabon. Tome 1 : *Espace-histoire-société*. 254 p. : Tome 2 : *Etat et développement*. 351 p. L'Harmattan, Paris, 1989.
- REMONDO (M.)
L'administration gabonaise-Berger-Levrault, Paris, 1974, 54 p.
- WEINSTEIN (9.)
Léon Mba : The ideology of dependance. Genève-Afrique, 6, 1967, pp. 49-62.